



Irak : Que fait la France ?

Après des semaines de silence sur la crise irakienne, la France a semblé se réveiller au cours du mois d'août. La situation en Irak fait parler d'elle sur les réseaux sociaux et quelques députés, sénateurs ou autorités ecclésiastiques se sont rendus au Kurdistan irakien. Mais du côté de l'Elysée, les actions ne paraissent pas adaptées à l'urgence de la situation.

En effet, en Irak, l'Etat islamique continue à faire subir aux minorités du pays son lot de souffrances. L'ONU dénonce ainsi un « nettoyage ethnique et religieux » opéré par l'Etat islamique contre les minorités du pays et lance une enquête sur les actions des djihadistes. Alors que la plupart de ces minorités sont réfugiées à Erbil et que les peshmergas tentent de veiller à leur protection, la crise sanitaire se fait sentir et les autorités locales se sentent dépassées par la situation. Des familles s'entassent dans des maisons, des immeubles en construction ou même des jardins. La promiscuité de tous ces réfugiés, le manque d'eau et de nourriture ont déjà fait leurs premières victimes.

Quelle est alors la réponse de la France face à cette crise d'urgence ?

La France apporte tout d'abord une aide humanitaire. Des tonnes de vivres sont envoyées et larguées depuis le 10 août. Quatre vols ont été réalisés, dont le dernier était de 3 tonnes le 30 août, dans le cadre du pont aérien humanitaire décidé par l'Union européenne à la demande de la France. Mais cette aide semble n'apporter qu'un temps de répit pour ceux qui fuient l'EI.

La France a promis également l'envoi d'armes en août, promesse qu'elle aurait tenu selon l'Elysée dans un communiqué du 13 août, mais que les peshmergas disent toujours attendre. Concernant une aide militaire, rien ne sera envisagé avant une quelconque décision prise par l'ONU.

Enfin, la France a proposé l'accueil de réfugiés par l'ouverture du droit d'asile aux chrétiens d'Irak. Environ 40 Irakiens sont arrivés, mais les demandes sont nombreuses et le traitement lent, privilégiant « ceux qui ont un possible lien avec la France » rappelle Laurent Fabius. Ce dernier souligne d'ailleurs, à juste titre, qu'élargir cette solution serait une victoire des djihadistes, qui auront vidé l'Irak des minorités et notamment des chrétiens.

Il ne reste donc plus qu'à attendre la grande conférence, prévue dans quelques semaines à Paris, réunissant des pays voisins de l'Irak et des puissances comme la Russie, afin de partager des informations sur l'EI et leurs soutiens, de chercher des solutions pour soutenir le gouvernement irakien, pour permettre le transport d'armes...

La France apporte quelques solutions, mais dont les effets semblent minimes et les délais bien longs. En attendant, Kurdes, peshmergas, chrétiens, yazidis doivent tenir le coup, tant bien que mal, face à cette menace des djihadistes. Ils ne savent encore combien de temps.